

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Juillet 2020

La commande publique

moteur de la relance
économique du secteur
construction

1 CHIFFRES CLES

La commande publique, un pilier de l'activité Bâtiment et Travaux Publics

L'impact de la commande publique sur le chiffre d'affaires des entreprises

65 %

C'est ce que représente la commande publique dans l'activité des entreprises

Travaux Publics

25 %

C'est ce que représente la commande publique dans l'activité des entreprises

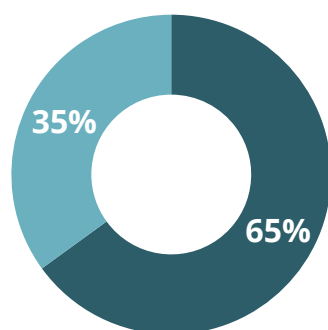
Bâtiment

La commande publique est indispensable pour l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics. Elle représente environ 25% du chiffre d'affaires dans le Bâtiment sur un total d'environ 11,4 milliards d'€ au niveau régional. Le poids est bien plus important dans les Travaux Publics puisque la commande publique permet d'assurer 65% du chiffre d'affaires des entreprises en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les collectivités locales jouent un rôle primordial : elles sont le principal client des entreprises de Travaux Publics en portant 46% de la commande.

En finançant des travaux neufs ou d'entretien-rénovation, les acteurs publics permettent de soutenir le développement économique et social de leur territoire. La commande publique est un levier qui sera essentiel dans le plan de relance pour le Bâtiment et les Travaux Publics prévu par le Gouvernement en septembre suite à la crise sanitaire.

TRAVAUX PUBLICS

Près de 4 milliards d'€ de chiffre d'affaires (2018)



■ Commande Publique
■ Commande Privée

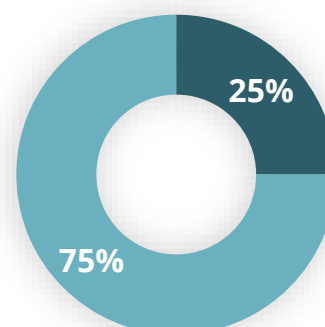
La commande publique en détail

- ▶ **46%** Collectivités locales
- ▶ **16%** Entreprises Publiques
- ▶ **3%** Etat

Source : FNTP

BATIMENT

Plus de 11,4 milliards d'€ de chiffre d'affaires (2018)



■ Commande Publique
■ Commande Privée

Source : Estimation CERC

2 SITUATION PRE-CRISE SANITAIRE

La commande publique, des signaux positifs pour l'activité construction

Un niveau d'investissement soutenu des collectivités locales ...

1,52 milliards d'€

Dépensés par les collectivités locales* en 2018

Travaux Publics

1,26 milliards d'€

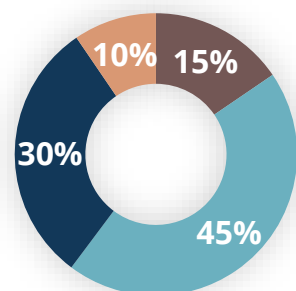
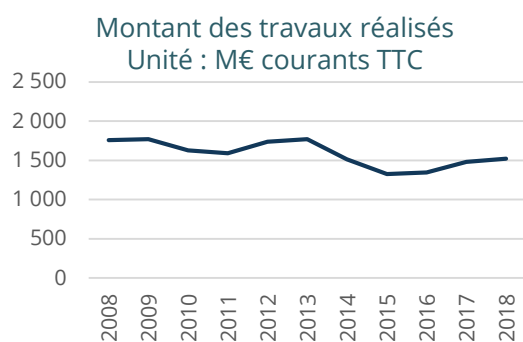
Dépensés par les collectivités locales* en 2018

Bâtiment

La situation pré-crise sanitaire était plutôt propice aux investissements avec une remontée des dépenses des collectivités locales depuis 2016. En 2018, dans une période pré-électorale, ce sont près de 1,52 milliards d'€ dans les Travaux Publics et 1,26 milliards d'€ dans des travaux Bâtiment qui ont été dépensés en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La relance de l'économie via la commande publique passera par la mobilisation d'acteurs multiples : les communes en premier lieu, nombreuses sur la région (près de 950), les EPCI plus concentrés avec de grands donneurs (comme par exemple les 3 métropoles qui pèsent à elles seules 16% des dépenses), enfin le Conseil Régional et les Conseils Départementaux qui soutiennent la commande publique à hauteur de 15% dans les Travaux Publics et jusqu'à 24% dans le Bâtiment.

TRAVAUX PUBLICS

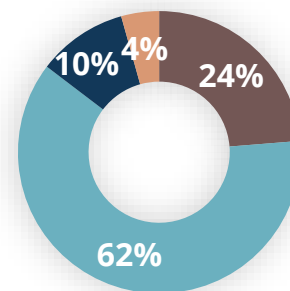
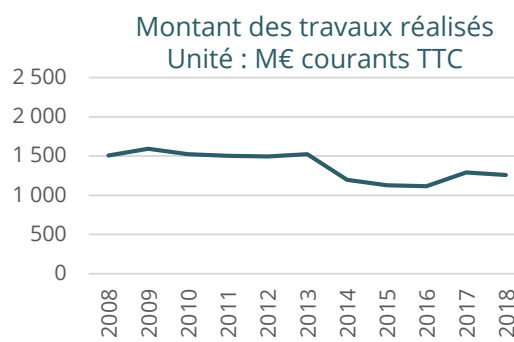


■ Région et départements
■ Communes
■ Groupements à fiscalité propre
■ Syndicats

Source : DGFIP / Réseau des CERC

* Région, Département, Groupements à fiscalité propre (EPCI), communes, syndicats (SIVU/SIVOM)

BATIMENT



■ Région et départements
■ Communes
■ Groupements à fiscalité propre
■ Syndicats

Source : DGFIP / Réseau des CERC

* Région, Département, Groupements à fiscalité propre (EPCI), communes, syndicats (SIVU/SIVOM)

2 SITUATION PRE-CRISE SANITAIRE

La commande publique, des signaux positifs pour l'activité construction

... et des capacités de financement globalement favorables pour le bloc communal

14 %

Taux d'épargne brute
du bloc communal en 2018

7,4 ans

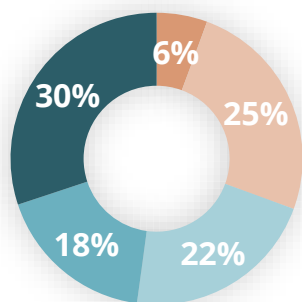
Capacité de désendettement
du bloc communal en 2018

La situation pré-crise sanitaire était également favorable en matière de capacité de financement des collectivités locales. En effet, les indicateurs sont jugés globalement positifs au niveau régional pour le bloc communal : près de 70% des communes et EPCI ont un taux d'épargne supérieur à 10% et plus de 80% ont une capacité de désendettement de moins de 10 ans.

TAUX EPARGNE BRUTE

69%

Part des communes et EPCI
avec un taux d'épargne > 10%



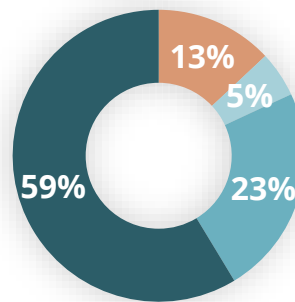
- Inférieur à 0%
- De 0% et 10%
- De 10% et 15%
- De 15% et 20%
- 20% et plus

Source : DGFIIP / DGCL

CAPACITE DESENDETTEMENT

82%

Part des communes et EPCI avec une
capacité de désendettement < 10 ans



- Plus de 12 ans
- De 10 à 12 ans
- De 5 à 10 ans
- Moins de 5 ans

Source : DGFIIP / DGCL

2 SITUATION PRE-CRISE SANITAIRE

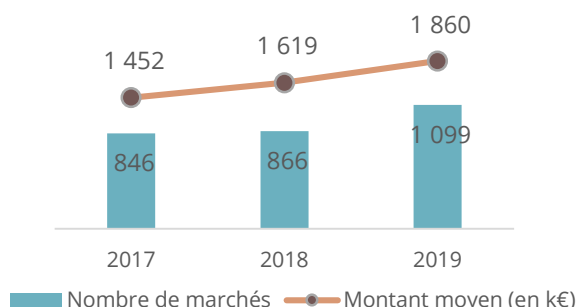
La commande publique, des signaux positifs pour l'activité construction

De nombreux marchés de travaux programmés

TRAVAUX PUBLICS

380

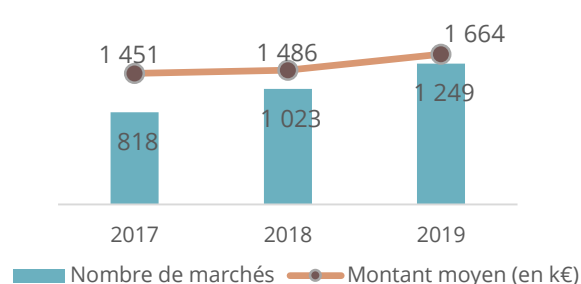
C'est le nombre de projets de plus de 1 million recensés sur 2019



BATIMENT

410

C'est le nombre de projets de plus de 1 million recensés sur 2019



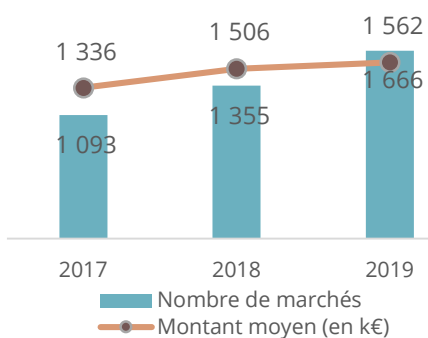
Dans le cadre de son observatoire de la commande publique, la CERC PACA réalise, au moins une fois par an, un recensement des projets de travaux auprès des plus grands donneurs d'ordre publics de la région. Ces enquêtes apportent une vision très concrète de la commande publique et viennent compléter les grands agrégats économiques. Elles donnent également de la visibilité aux entreprises.

Avec en moyenne sur 2017-2019, plus de 900 projets en Travaux Publics et plus de 1000 projets en Bâtiment recensés chaque année, les maîtres d'ouvrage publics ont une activité importante et constante en programmation, ce qui est indispensable pour les carnets de commande des entreprises.

COLLECTIVITES LOCALES

500

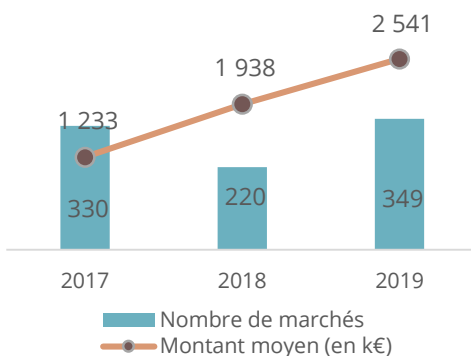
C'est le nombre de projets de plus de 1 million recensés sur 2019



ETAT et ENTREPRISES « PUBLIQUES »

130

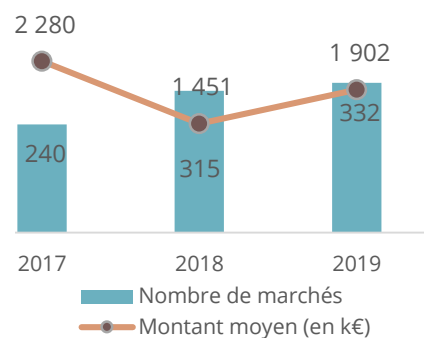
C'est le nombre de projets de plus de 1 million recensés sur 2019



BAILLEURS SOCIAUX

160

C'est le nombre de projets de plus de 1 million recensés sur 2019



Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées au moins une fois par an auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques » (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux. Le recensement concerne les marchés de travaux dont le lancement de l'appel d'offre est prévu sur l'année à venir (hors DETR).

Un manque à gagner de 36% par rapport à 2019

- 36 %

Evolution des appels d'offre publiés
en marché de travauxjanvier-juillet 2020 comparé à janvier-
juillet 2019

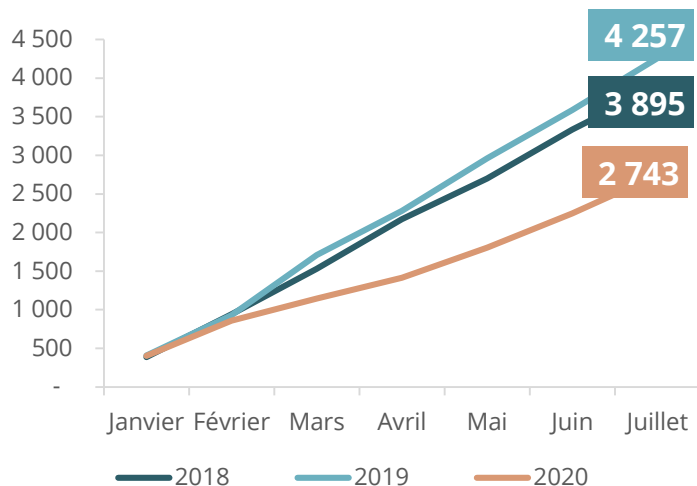
- ▶ - 52% Communes
- ▶ - 51% Communautés de communes
- ▶ - 32% Communautés d'agglomérations
- ▶ - 26% Départements
- ▶ - 25% Métropoles

Après la chute enregistrée pendant la période de confinement, le nombre d'appels d'offre publiés est resté en repli par rapport à 2019. En cumulé, la perte atteint -36% (janvier-juillet 2020 comparé à janvier-juillet 2019). Elle sera difficile voire impossible à rattraper. Il faudrait que les 5 derniers mois de l'année doublent par rapport à aujourd'hui pour que la région retrouve une situation normale (celle de 2019).

Si on ajoute à cette baisse avérée de la commande publique, l'allongement probable des délais entre la publication de l'appel d'offre et l'ordre de service (du au confinement et/ou au report des élections municipales), le risque d'une année « blanche » pour les entreprises de Bâtiment et Travaux Publics est réel.

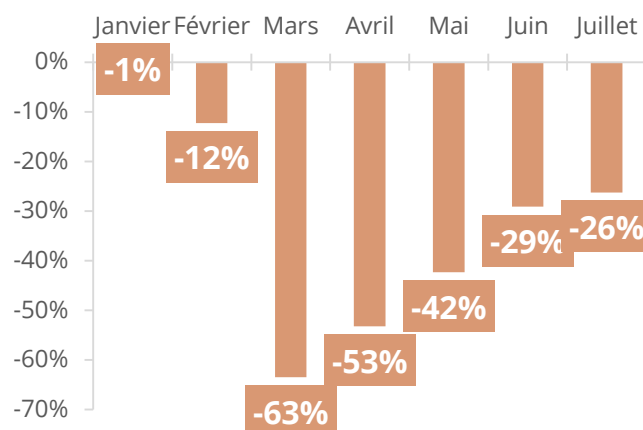
Un retard accumulé ...

Evolution cumulée des appels d'offre
travaux entre 2018 et 2020
Unité : nombre de publications



... malgré une reprise progressive

Croissance mensuelle des appels d'offre
travaux 2020 par rapport à 2019
Unité : en %



Source : Double Trade, Traitement CERC PACA

3 SITUATION ACTUELLE

Marchés de travaux : un retard de commandes difficile à rattraper

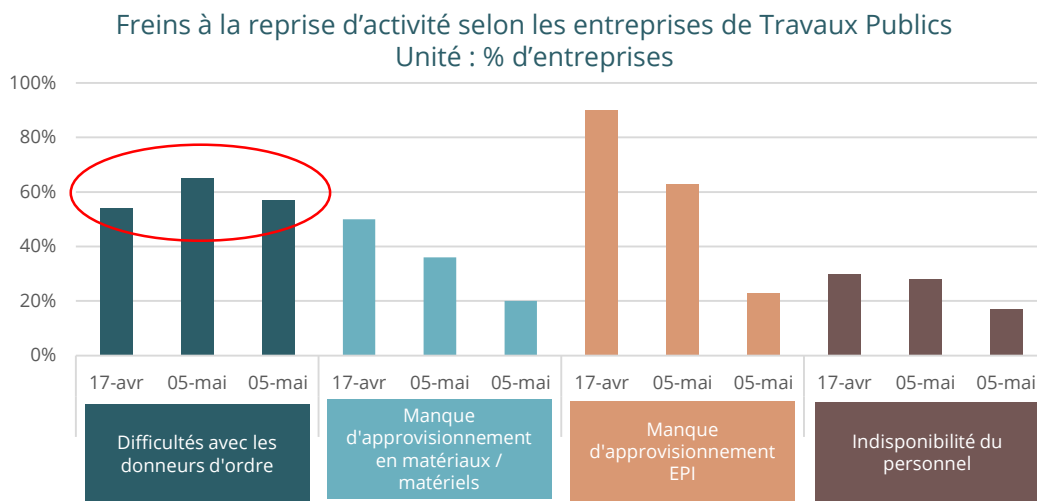
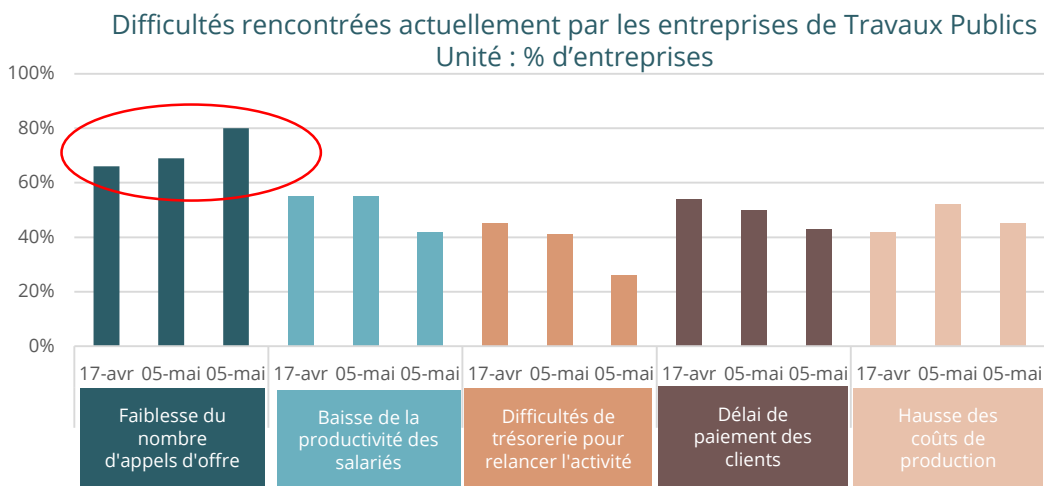
Le manque d'appels d'offre est une difficultés croissante pour les entreprises

80%

Des entreprises de Travaux Publics évoquent la faiblesse du nombre d'appels d'offre comme principale difficulté

Après plusieurs semaines fortement ralenties, la reprise des chantiers et des entreprises est actuellement généralisée en Provence-Alpes-Côte d'Azur. **Cependant, le niveau d'activité du Bâtiment et des travaux Publics n'est toujours pas revenu à la normale.** Malgré la reprise progressive et régulière, un certain nombre de chantiers restent encore fermés ou ralentis. C'est notamment le cas pour environ 20% des chantiers dans le Bâtiment (au 29 juin). S'agissant des entreprises de Travaux Publics, le chiffre d'affaires global enregistré pour le mois de mai 2020 ne représente que 72% de celui du mois de mai 2019.

Les entreprises font face à de nombreux problèmes qui peuvent ralentir leur activité. Pour les entreprises de Travaux Publics, le principal problème concerne le manque d'appels d'offres et il est de plus en plus présent. Aussi, les entreprises mettent en avant les difficultés qu'ils rencontrent avec les donneurs d'ordre comme principal frein à la reprise d'activité.



Source : Enquêtes FNTP, Enquêtes Réseau des CERC

Une perte de 14% pour les marchés « études et maîtrise d'œuvre »

- 14 %

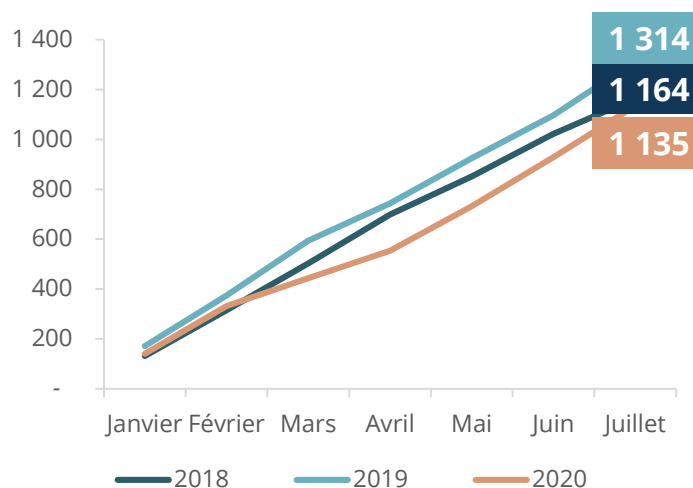
Evolution des appels d'offre publiés en
marché études et maîtrise d'œuvrejanvier-juillet 2020 comparé à janvier-juillet
2019

- ▶ - 41% Communes
- ▶ - 16% Communautés de communes
- ▶ - 20% Communautés d'agglomérations
- ▶ - 16% Départements
- ▶ + 33% Métropoles

La commande publique est également en perte de vitesse sur les marchés études et maîtrise d'œuvre. Les appels d'offre publiés sont en baisse de 14% en cumulé (janvier-juillet 2020 comparé à janvier-juillet 2019). Malgré la reprise de juin, la situation n'est toujours pas revenue à la normale.

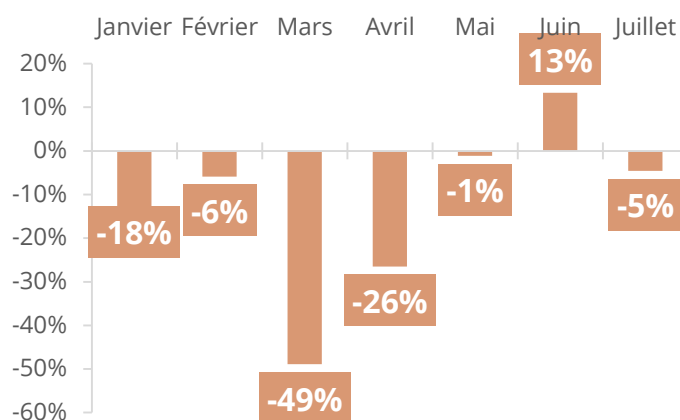
Un retard qui se comble progressivement...

Evolution cumulée des appels d'offre marché
études et maîtrise d'œuvre entre 2018 et 2020
Unité : nombre de publications



... grâce à une reprise en juin

Croissance mensuelle des appels d'offre marché
études et maîtrise d'œuvre 2020 par rapport à 2019
Unité : en %



Source : Double Trade, Traitement CERC PACA

Des phénomènes de reports ...

Environ 1 600

C'est le nombre de marchés de travaux qui étaient en cours **avant la crise sanitaire**

(projets en phase d'études préalables ou en cours de procédure identifiés lors des enquêtes, données non exhaustive)

19 %

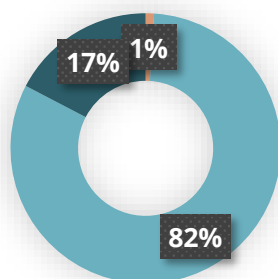
C'est la part des marchés de travaux qui ont été reportés

La crise sanitaire et le report des élections municipales sont venus perturber le calendrier de la commande publique. Près de 20% des projets en cours avant la crise sanitaire n'ont pas pu être lancés à la date prévu et ont donc été reportés. A noter que les maîtres d'ouvrage ont très rarement révisé les montants de travaux.

Les raisons des reports sont directement liées à la crise sanitaire (indisponibilité du service mettant en place la procédure, conditions sanitaires insuffisantes pour démarrer le chantier) ou indirectement (changement de priorité du projet, recalibrage du projet, baisse des recettes fiscales qui limite les investissements) ou encore dues aux décalages des élections (attente de la constitution des nouvelles équipes municipales).

TRAVAUX PUBLICS

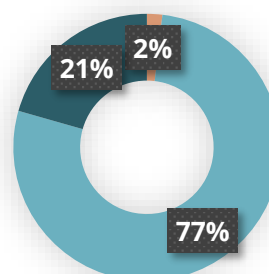
Etat des marchés de travaux qui étaient en cours avant la crise sanitaire
Unité : Nombre de marchés de travaux



- Annulé / abandonné
- Maintenu en l'état
- Reporté / Modifié

BATIMENT

Etat des marchés de travaux qui étaient en cours avant la crise sanitaire
Unité : Nombre de marchés de travaux



- Annulé / abandonné
- Maintenu en l'état
- Reporté / Modifié

- ▶ **19 % de projets reportés** Collectivités locales
- ▶ **22 % de projets reportés** Etat, grandes entreprises
- ▶ **19 % de projets reportés** Bailleurs sociaux

Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

3 SITUATION ACTUELLE

Maitres d'ouvrage : un contexte qui perturbe la programmation

... et des sources d'inquiétudes multiples

Près de 100 %

Part de maîtres d'ouvrage
appréhendant au moins une
difficulté liée à la crise sanitaire

Les premières difficultés remontées par les maîtres d'ouvrage sont liées à la reprise des chantiers avec la mise en place des mesures sanitaires et la problématique des surcoûts. Rappelons que l'enquête a été réalisée en juin-juillet, période durant laquelle la reprise des chantiers était au cœur des préoccupations.

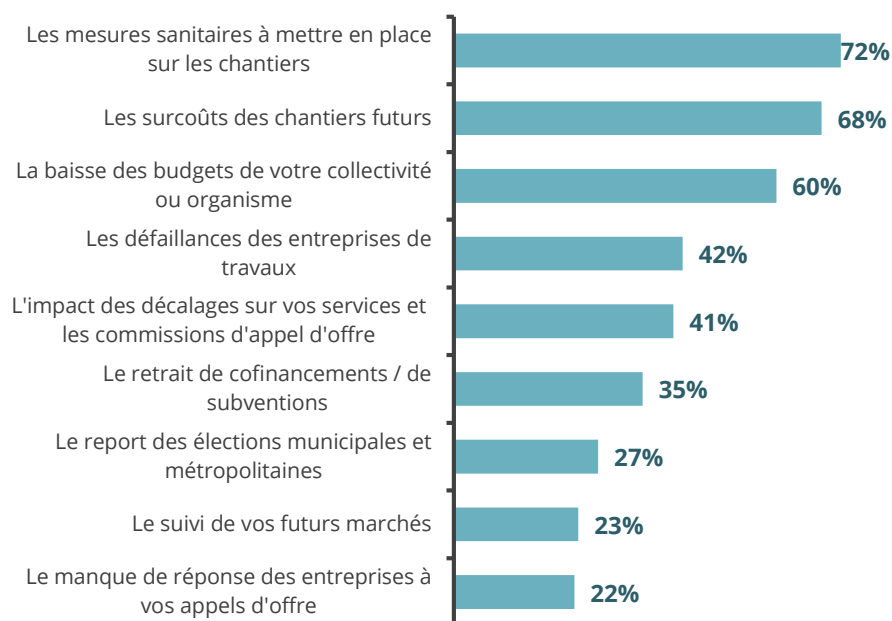
La crainte des baisses budgétaires arrive en 3^{ème} position d'où l'importance du plan de relance et de la mobilisation des dispositifs de soutien financiers qui peuvent être mis en place dans les mois à venir. Par ailleurs, conscients des difficultés économiques des entreprises de travaux, plus de 40% des maîtres d'ouvrage redoutent les défaillances.

L'impact des décalages sur l'organisation des services et les commissions d'appels d'offres est cité par plus de 40% de maîtres d'ouvrage ce qui montre que les reports observés dans nos enquêtes vont peser à plus long terme sur les maîtres d'ouvrage et complexifier la gestion des projets.

Notons enfin que l'enquête menée par la CERC a connu un taux de non réponse relativement bas (autour de 70% au lieu de 90% habituellement). Un certain nombre de maîtres d'ouvrage manquait de visibilité pour répondre à cause de la crise sanitaire et/ou à cause des reports des élections municipales.

En raison de la crise sanitaire actuelle, quelles sont les difficultés que vous anticipez pour vos prochains marchés de travaux ?

Unité : % de maitres d'ouvrage ayant répondu oui (hors nsp)



Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

De nombreux projets sont déjà programmés ...

Environ 2 300

C'est le nombre de marchés de travaux en cours aujourd'hui

(projets avant la crise sanitaire qui sont toujours d'actualité + nouveaux projets qui ont pu s'ajouter depuis, données d'enquêtes non exhaustives)

3 300 M€ *

C'est le montant des marchés de travaux en cours aujourd'hui

** Sur la base du déclaratif, sachant qu'une partie des projets n'a pas de montant renseigné*

En additionnant les projets en cours au moment de la crise sanitaire (hors annulations) et les projets qui sont venus s'ajouter depuis, nous arrivons à une programmation de 2 300 marchés de travaux sur la région et un volume approximatif de 3,3 milliards d'€.

Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un engagement des maîtres d'ouvrage mais de projets qui peuvent être encore en attente de financement et qui pour certains d'entre eux seront modifiés, reportés, voire annulés.

Néanmoins, ces chiffres mettent en avant le potentiel de travaux prêts à être lancés dans les territoires, autrement dit la capacité des maîtres d'ouvrage publics à investir rapidement dans la relance économique.

TRAVAUX PUBLICS

Nombre et montant des marchés de travaux en cours

- ▶ **1 100 projets**
- ▶ **2 000 M€**

BATIMENT

Maturité des marchés de travaux en cours aujourd'hui
Unité : Nombre de marchés de travaux

- ▶ **1 200 projets**
- ▶ **1 300 M€**

- ▶ **1900 projets et 2 100 M€** Collectivités locales
- ▶ **200 projets et 560 M€** Etat, grandes entreprises
- ▶ **200 projets et 640 M€** Bailleurs sociaux

Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

4 PERSPECTIVES

Les projets de travaux, moteurs de la relance dans les territoires

... et sont prêts à être lancés

Environ 2 300

C'est le nombre de marchés de travaux en cours aujourd'hui

(projets avant la crise sanitaire qui sont toujours d'actualité + nouveaux projets qui ont pu s'ajouter depuis, données d'enquêtes non exhaustives)

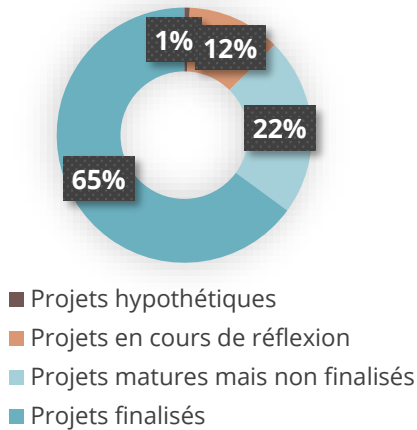
64 %

C'est la part des marchés de travaux finalisés

La relance économique par l'accélération des investissements en Bâtiment et Travaux Publics peut être relativement efficace dans la mesure où la majorité des projets des maîtres d'ouvrage sont finalisés (64%) ou matures (24%). De nombreux dossiers sont donc prêts à être instruits.

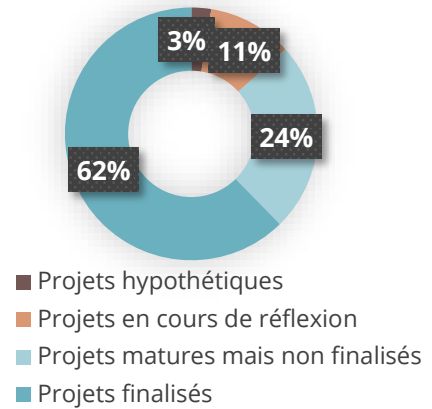
TRAVAUX PUBLICS

Maturité des marchés de travaux en cours aujourd'hui
Unité : Nombre de marchés de travaux



BATIMENT

Maturité des marchés de travaux en cours aujourd'hui
Unité : Nombre de marchés de travaux



- ▶ **67% de projets finalisés** Collectivités locales
- ▶ **46% de projets finalisés** Etat, grandes entreprises
- ▶ **47% de projets finalisés** Bailleurs sociaux

Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

Certains projets sont jugés prioritaires par les maîtres d'ouvrage

Environ 2 300

C'est le nombre de marchés de travaux en cours aujourd'hui

(projets avant la crise sanitaire qui sont toujours d'actualité + nouveaux projets qui ont pu s'ajouter depuis, données d'enquêtes non exhaustives)

31 %

C'est la part des marchés de travaux prioritaires

Environ 31% des marchés de travaux sont déjà reconnus comme étant des projets prioritaires par les maîtres d'ouvrage. C'est un élément important pour le phasage des travaux à venir et à terme pour l'activité des entreprises.

Notons que le degré de maturité des projets prioritaires est comparable à celui de l'ensemble des projets avec environ 52% de finalisés et 33% de matures (mais non finalisés).

TRAVAUX PUBLICS

Nombre et montant des marchés de travaux en cours

► **26% projets prioritaires**

BATIMENT

Maturité des marchés de travaux en cours aujourd'hui
Unité : Nombre de marchés de travaux

► **37% projets prioritaires**

- **31% projets prioritaires** Collectivités locales
- **32% projets prioritaires** Etat, grandes entreprises
- **36% projets prioritaires** Bailleurs sociaux

Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

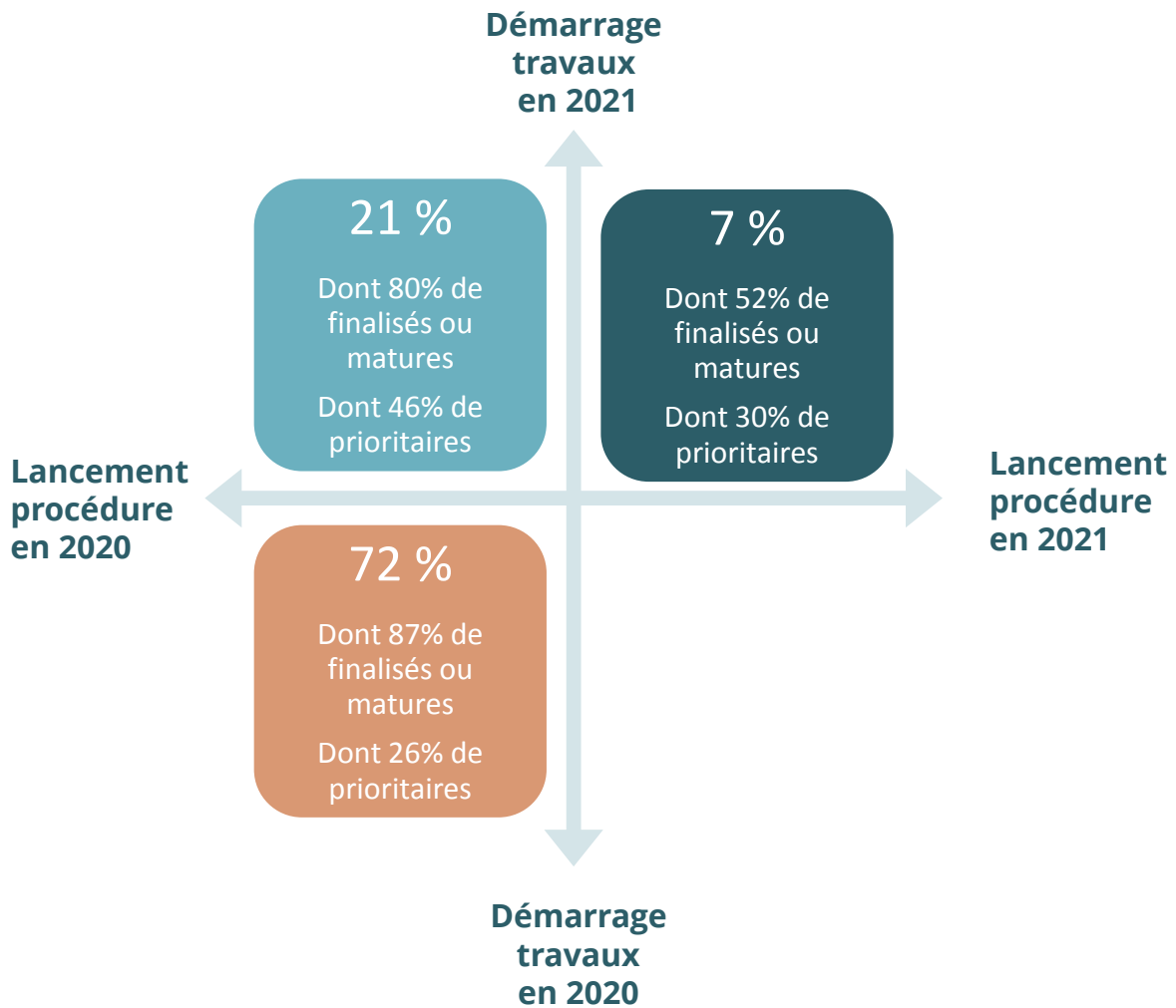
4 PERSPECTIVES

Les projets de travaux, moteurs de la relance dans les territoires

Le potentiel de commandes à venir sur 2020 et 2021

Près des 3/4 des projets recensés devraient démarrer rapidement avec un lancement de procédure en 2020 et un démarrage des travaux d'ici la fin de l'année. Il s'agit d'un calendrier prévisionnel. Des reports et des modifications peuvent encore avoir lieu même si près de 87% de ces marchés de travaux sont à ce jour finalisés ou matures.

Environ 1/4 des projets identifiés en juin-juillet auront un impact sur l'activité des entreprises au mieux en 2021 avec un démarrage des travaux prévu l'année prochaine. Ceci montre tout l'enjeu et l'importance des délais, entre la décision d'investir, la mise en place des procédures, la période des travaux et donc l'impact économique réel sur le territoire.



Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

La transition écologique, au cœur des préoccupations

80 %

Part de maîtres d'ouvrage souhaitant prendre davantage en compte la qualité environnementale dans les marchés publics

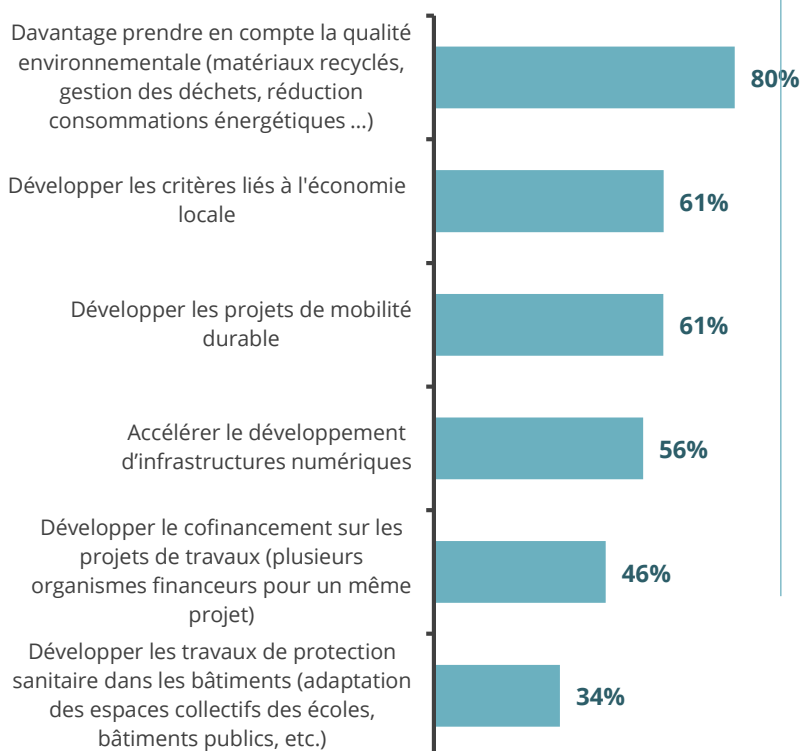
Suite à la crise sanitaire, les maîtres d'ouvrage revoient l'orientation de leurs marchés publics avec un positionnement fort pour la transition écologique : 80% d'entre eux souhaitent prendre davantage en compte la qualité environnementale et 61% prévoient de mener des projets de mobilité durable.

La volonté de développer l'économie locale est une orientation qui ressort également (pour 61% des maîtres d'ouvrage). L'allotissement des marchés et les clauses d'insertion sociale peuvent faire partie des solutions pour encourager le tissu local. Notons qu'environ 1/3 des projets recensés lors des enquêtes de juin-juillet sont prévus en marchés allotis.

En alliant transition écologique et développement économique, les maîtres d'ouvrage sont en adéquation avec les grands axes du plan de relance du Gouvernement.

ORIENTATIONS

Suite à la crise sanitaire, pensez-vous revoir les grandes orientations de vos marchés publics Bâtiment et Travaux Publics ?
Unité : % de maîtres d'ouvrage ayant répondu oui (hors nsp)

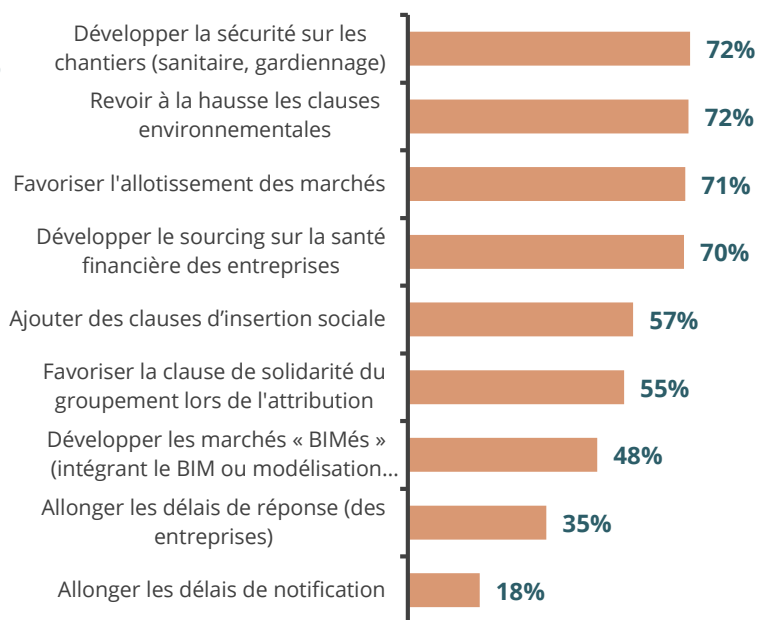


Source : CERC PACA Observatoire de la commande publique

Enquêtes réalisées en juin-juillet 2020 auprès d'un échantillon de collectivités locales (Région, Départements, EPCI, Communes), des services de l'Etat (DREAL, DIRMED ...), d'entreprises « publiques (SNCF, RTE, hôpitaux...), de bailleurs sociaux

SOLUTIONS

Selon vous, quels seraient les solutions à mettre en place pour répondre aux enjeux de demain ?
Unité : % de maîtres d'ouvrage ayant répondu oui (hors nsp)



Soutien de l'Etat aux collectivités locales et plan de relance

Outre les dispositifs de soutien public à la reprise de l'activité (fonds de solidarité, prêts garantis par l'État, activité partielle) qui sont venus aider les entreprises de Bâtiment et des Travaux Publics, l'Etat a également mis en place un plan de soutien aux collectivités territoriales mobilisant 4,5 milliards d'€ (troisième loi de finances rectificative adoptée le 23 juillet).

Parmi les mesures prises, la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) est augmentée d'un milliard d'euros, portant son enveloppe de 0,6 à 1,6 milliard d'euros au niveau national. Elle vise à soutenir les investissements structurants des collectivités portant sur la santé, la transition écologique, notamment la rénovation thermique de bâtiments publics, et la rénovation du patrimoine. Compte tenu de l'effet levier sur les financements des collectivités, cette dotation doit permettre d'accroître les investissements locaux de 4,8 milliards d'euros.

Ainsi l'État versera aux collectivités locales, en 2020, près de 10 milliards d'euros de dotations d'investissement. Il s'agit d'un effort très important de l'État qui apportera des commandes aux entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics dans les prochains mois, tout particulièrement dans le contexte de la mise en place des nouvelles équipes municipales et intercommunales.

Au-delà de ces mesures, le Gouvernement prépare un plan de relance de l'économie qui sera présenté à la rentrée. Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics sera directement concerné notamment au titre de l'investissement pour la rénovation thermique.

(source www.economie.gouv.fr)

Rappel des dotations de l'Etat en 2019

► DETR (Dotation d'Équipement aux Territoires Ruraux)

	Nombre de projets	Montants des projets (M€)	Montants des dotations (M€)
Alpes-de-Haute-Provence	179	30,1	10,8
Hautes-Alpes	137	39,0	10,7
Alpes-Maritimes	86	11,3	3,5
Bouches-du-Rhône	43	11,9	2,1
Var	102	30,1	7,8
Vaucluse	82	18,4	6,9
Total région	629	140,9	41,9

► DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local)

	Nombre de projets	Montants des projets (M€)	Montants des dotations (M€)
Alpes-de-Haute-Provence	15	11,0	2,1
Hautes-Alpes	35	6,4	2,0
Alpes-Maritimes	61	43,5	8,0
Bouches-du-Rhône	40	67,2	14,6
Var	44	43,0	8,1
Vaucluse	18	14,3	4,5
Total région	213	185,4	39,3

36, Boulevard des Dames, 13002 Marseille
Téléphone : 04 88 22 66 50
Email : cerc.paca@i-carre.net
Web : www.cerc-paca.fr

Les résultats de l'observatoire de la commande publique 2020 sont à retrouver sur notre site Internet www.cerc-paca.fr en accès libre

- ▶ Une analyse régionale
- ▶ Une analyse par département
- ▶ La liste des marchés de travaux recensés lors des enquêtes de la CERC

Avec le concours de nos adhérents

